

Guylène NICOLAS

2 rue de la Figuière
Bâtiment Émeraude
13090 AIX-EN-PROVENCE
tél. : 06-05-84-17-62
mail : guylene.nicolas@univ-amu.fr

Née le 17 septembre 1972 à Dreux (28)
Nationalité française
Vie maritale, trois enfants (2001, 2005, 2009)



Fonction actuelle
Maître de Conférences - HDR de droit public à Aix-Marseille Université

DIPLÔMES

2009 Habilitation à diriger des recherches

Date et lieu de soutenance : Aix-en-Provence, le 4 juin 2009

Jury : M. Antoine LECA, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille (Directeur), Mme Dominique VIRIOT-BARRIAL, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, Mme Wanda MASTOR, Professeur à l'Université de Limoges (Présidente), Mme Geneviève REBECQ, Maître de Conférences à l'Université de Toulon, M. Joël MORET-BAILLY, Maître de Conférences à l'Université de Saint Etienne

2000 Doctorat en droit, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité

Titre de la thèse : *Le droit constitutionnel du commencement de la vie*

Date et lieu de soutenance : Aix-en-Provence, le 7 janvier 2000

Directeur de thèse : Monsieur le Doyen Louis FAVOREU

Jury : M. Louis FAVOREU, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, Mme Noëlle LENOIR, Membre du Conseil constitutionnel, M. Bertrand MATHIEU, Professeur à l'Université de Paris I, M. Nicolas MOLFESSIS, Professeur à l'Université de Paris II, M. Joseph PINI, Professeur à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, codirecteur de recherche.

1995 DEA de droit public interne, option droits fondamentaux à la Faculté d'Aix-en-Provence (mention bien)

1994 Maîtrise de droit public à la Faculté d'Orléans (mention assez bien)

1993 Licence de droit public à la Faculté d'Orléans et à la Faculté d'Utrecht (Pays-Bas) dans le cadre des échanges universitaires européens (mention assez bien)

1992 DEUG de droit à la Faculté d'Orléans

1990 Baccalauréat série B (économie) au Lycée Marceau de Chartres (mention bien)

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

- ❖ **ALLOCATAIRE DE RECHERCHE** au sein du Groupe d'Étude et de Recherche sur la Justice Constitutionnelle (1995-1998)
- ❖ **MONITEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (1995-1998)
- ❖ **ATTACHEE TEMPORAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE** à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (1998-2000)
- ❖ Depuis septembre 2000, **MAITRE DE CONFERENCES** à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence
 - Du 1^{er} Octobre 2010 au 30 septembre 2014, en délégation à l'Université de la Nouvelle Calédonie
 - Septembre 2015 : promue hors classe par le CNU
 - Depuis octobre 2015 : titulaire de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche puis de la RIPEC 3
 - Juillet 2023 : nomination au grade de Chevalier dans l'ordre national des Palmes Académiques

ENSEIGNEMENTS

➤ ENSEIGNEMENTS EN FORMATION INITIALE DE DROIT PUBLIC GÉNÉRAL

- *Droit constitutionnel*, **Licence 1**, AMU et UNC, **Licence 2**, AMU
- *Droit administratif spécial*, **Capacité en droit deuxième année**, AMU
- *Droit administratif des biens*, **Licence formation continue**, AMU et **Licence 3**, UNC
- *Droit public général*, **Licence 3** formation initiale et continue (préparation aux concours de catégorie A), UNC
- *Relations internationales et géopolitique*, **Licence 1**, UNC et AMU
- *Droit comparé*, **DU de propédeutique**, AMU
- *Institutions administratives françaises et étrangères*, **Licence 1 droit**, AMU
- *Introduction au droit et méthodologie juridique*, **Licence 1 droit**, AMU
- *Culture générale*, **Licence 1**, AMU
- *Grands problèmes politiques et juridiques européens*, **Licence d'Administration Publique**, AMU

➤ ENSEIGNEMENTS EN FORMATION INITIALE DE DROIT DE LA SANTÉ

- *La responsabilité médicale*, **DU de contentieux administratif**, AMU
- *Droit de la biomédecine*, **Master 1**, mention « droit de la santé, droit médical et pharmaceutique », AMU
- *Droit de la santé publique*, **Master 1**, mention « droit de la santé, droit médical et pharmaceutique », AMU
- *Droit médical et pharmaceutique*, **Master 1**, mention « droit de la santé, droit médical et pharmaceutique », AMU
- *Institutions publiques de santé et de Droit de la pharmacie*, **DEA de droit de la santé**, AMU
- *Droit médical*, **DEA de droit de la santé**, AMU

- *Droits des malades*, **Master professionnel « droit médical et pharmaceutique »** et **Master professionnel « expertise dans le système pénal national et international »**, AMU
- *Les établissements de santé privés*, **Master professionnel « droit médical et pharmaceutique »**, AMU
- *Droit de la bioéthique*, **Master recherche « droit privé et public de la santé »**, AMU
- *Droit constitutionnel de la santé*, **Master recherche « droit privé et public de la santé »**, AMU
- *Politiques de santé*, **Master recherche « droit privé et public de la santé »**, AMU
- *Politiques de santé* **DU de propédeutique puis Licence 2 d'administration publique et Licence science sanitaire et sociale**, AMU
- *Droits des malades, responsabilité médicales, déontologie des infirmières*, **Premières années d'études d'infirmières** à l'Institut de Formation des professions sanitaires et sociales, Nouméa
- *Responsabilités administratives, civiles, pénales et déontologiques*, **Deuxième année d'études d'infirmières** à l'Institut de Formation des professions sanitaires et sociales, Nouméa et Institut de Formation en Soins Infirmiers de Salon de Provence
- *Droit des données de santé*, **Master 2 Droit, conseil et expertise en matière de santé**, AMU

➤ **ENSEIGNEMENTS EN FORMATION CONTINUE DE DROIT DE LA SANTÉ**

- *Introduction au droit communautaire médical*, **DU de Responsabilité des cadres de santé** et participation à plusieurs tables rondes
- *La recherche embryonnaire*, **DU de Droit de la pratique de santé**, cohabilité Faculté de droit d'Aix-Marseille et Faculté de Médecine de la Timone
- *L'allocation aux adultes handicapés*, Journée de **formation des tuteurs** sur « Droit et personnes protégées », organisée par l'Association de prévoyance sociale, 8 avril 2004
- *Le consentement du malade*, **Formation des avocats** en droit de la santé pour le barreau de Marseille, 8 avril 2004
- *Le nouveau statut du malade*, **Formation des avocats** en droit de la santé pour le barreau d'Aix-en-Provence, 7 février 2006
- *La responsabilité du médecin exerçant à titre libéral au sein d'un établissement de santé privé*, **Formation des avocats** en droit de la santé pour le barreau de Marseille, mai 2006
- *Le juge administratif face au secret médical*, **Formation des avocats** en droit de la santé pour le barreau de Marseille, 29 mars 2007
- *La qualité : objectifs prioritaires des politiques de santé actuelles*, **Journée de formation académique d'AIX-MARSEILLE** sur l'évolution récente des politiques de santé publique, 18 mars 2008
- *Les commissions régionales de conciliation et d'indemnisation, six ans d'application de la loi Kouchner*, **Formation des avocats** en droit de la santé pour le barreau de Marseille, 12 juin 2008
- *Approche juridique du risque*, **Journée professionnelles des cadres de santé** sur le thème de la Gestion des risques, IFCS, Aix-en-Provence, 17 octobre 2008
- *Les politiques de santé publique en faveur des personnes âgées*, **Journée de formation académique d'AIX-MARSEILLE** sur l'évolution récente des politiques de santé publique, 19 mars 2009
- *L'élu et la santé*, **Institut de Formation des Elus**, 20 avril 2010
- *La loi Leonetti*, **Institut de Formation de l'Administration Publique et Centre Territorial Hospitalier**, Nouméa, 2013 et 2014
- *Les responsabilités des cadres de santé*, **DU puis Formation courte Responsabilité et éthique des professionnels de santé**, Centre hospitalier de Mayotte, novembre 2008 et janvier 2009 puis octobre 2016 et février 2017

- *Droit constitutionnel de la santé, droit de la santé publique, actualisations juridiques*, CAFDES et CAFERUIS, Institut Méditerranéen de Formation et Recherche en Travail Social, Montfavet, juin 2017, juin 2018, juillet 2019
- *Dignité et fin de vie, Volonté de la personne soignée, Place de la médecine traditionnelle à l'hôpital, laïcité*, Centre de Formation de l'AP-HM, nov-déc 2019
- *Laïcité à l'hôpital*, Institut de Formation des Cadres de Santé (Aix-en-Provence) et Institut de Formation en Soins Infirmier (Salon de Provence), avril et mai 2022, mai et décembre 2023, février et mars 2024.

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

AIX MARSEILLE UNIVERSITE

- **Co-directrice du Diplôme universitaire** de responsabilité des cadres de santé, en collaboration avec Madame Marie-Claude MONCET, Directrice de l'institut de formation des cadres de santé au Centre hospitalier Montperrin, 2001-2010.
- **Co-directrice du Diplôme universitaire** d'éthique et responsabilité des professionnels de santé, en collaboration avec Madame Marie-Claude MONCET, Directrice de l'institut de formation des cadres de santé au Centre hospitalier Montperrin, dispensé à Mayotte, 2008/2009, 2016/2017
- **Directrice du Master professionnel** « droit médical et pharmaceutique » de septembre 2004 à septembre 2010 et puis de septembre 2015 à septembre 2018 date de la disparition du master
 - Création du Master au sein de la mention « droit de la santé » en 2004
- **Co-directrice** (avec le Professeur Antoine LECA) de la **Mention « Droit de la santé »** des Master de la FDSP, de 2004 à 2010
 - Création de la Mention en 2004
 - Gestion de la mention, établissement des rapports dans le cadre du renouvellement quadriennal
- **Directrice de l'Institut de Droit Médical et Pharmaceutique** de novembre 2005 à septembre 2010
 - Fondatrice de l'Institut en 2005
- **Membre du conseil de perfectionnement de la Licence science sanitaire et sociale**
- **Membre du conseil de perfectionnement du Master droit de la santé**
- **Membre du jury de concours d'accès au cycle de formation des élèves directeur d'hôpital**, Centre National de Gestion des Praticiens Hospitaliers et des Personnes de Direction de la Fonction Publique Hospitalière, depuis février 2017.
- **Membre du comité scientifique de l'Académie d'été de droit international et d'éthique en sciences et technologies**, *Les enjeux actuels de l'expertise internationale dans les domaines de la santé et de l'environnement*, Faculté de droit et de science politique première académie prévue les 8-11 juillet 2020, reportée en juillet 2023 du fait de la crise sanitaire

UNIVERSITE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

- **Référent pédagogique de la première année de Licence Droit** à l'Université de la Nouvelle Calédonie, 2011
- **Responsable du tutorat pédagogique** au Département Droit-Economie-Gestion, Université de la Nouvelle Calédonie, 2011
- **Responsable de l'aide à la réussite** au Département Droit-Economie-Gestion, Université de la Nouvelle Calédonie 2012-2014
- **Membre de la Commission pédagogique pour la validation des études, expérience professionnelles ou acquis personnels** au Département Droit-Economie-Gestion, Université de la Nouvelle Calédonie 2012-2014
- **Co-responsable pédagogique du Master 1 Art, Culture, Langue option Patrimoine**, Département de Langues, Littérature et Sciences Humaines, 2014

UNIVERSITE NUMERIQUE JURIDIQUE FRANCOPHONE

- **Représentante** de l'Université d'Aix-Marseille III pour l'élaboration du projet « campus numérique » en collaboration avec l'Université de Toulouse I depuis 2000
- **Présidente de la Commission pédagogique** de l'Université numérique juridique francophone d'avril 2004 à octobre 2005
- **Elue membre du Conseil d'administration du GIP UNJF** novembre 2009, démission à la suite de la délégation en Nouvelle-Calédonie en septembre 2010

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES HORS UNIVERSITE

Membre de la réserve citoyenne depuis 2013 : à ce titre, intervention dans les établissements scolaires pour promouvoir les valeurs de la République

- Ecole Elémentaire la Mareschale (Aix-en-Provence), années 2018-2019 et 2019-2020 : les élections, la laïcité, le handicap, la justice, le développement durable
- Lycée polyvalent Célony (Aix-en-Provence), année 2018-2019, dans le cadre du brevet de citoyenneté : non-discrimination et respect d'autrui, Simone Veil et la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, année 2021-2022, cycle laïcité

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

AIX MARSEILLE UNIVERSITE

➤ *CHARGES ADMINISTRATIVES AUPRES DU DOYEN DE LA FACULTE DE DROIT*

- **Assesseure déléguée** à la scolarité et la pédagogie, chargée des stages d'octobre 2004 à septembre 2006
 - Responsable du DU certificat d'expérience professionnelle
 - Gestion de l'ensemble des stages niveau licence et des partenariats de stage pour la FDSP
 - Mise en place de la Licence 3 à distance au sein de la FDSP
 - Représentante de l'Université Aix-Marseille III auprès de l'UNJF

- **Assesseure** chargée de l'enseignement à distance et des nouvelles technologies de mars 2008 à octobre 2010
 - Développement de l'offre de formation à distance au sein de la FDSP par l'intermédiaire de la gestion de la plateforme UNJF : Master 1 option Droit des Affaires et Master 1 option Droit public- préparation aux concours
 - Direction du service de l'enseignement à distance
 - Mise en place du C2I niveau 1 au sein de la FDSP
 - Mise en place du C2I niveau 2 Métier du Droit au sein de la FDSP
 - Membre du groupe de travail du C2I Métier du droit de la sous direction aux technologies de l'information et de la communication –Ministère de l'Enseignement supérieur
 - Représentante de l'Université Paul Cézanne auprès du GIP UNJF
- **Assesseure** chargée de l'enseignement à distance et de la formation continue de février 2019 à février 2024
 - Développement d'une offre de formation à distance propre à la FDSP par l'intermédiaire de la gestion de la plateforme AMETICE
 - Développement d'une offre de formation courte à destination des entreprises
 - Mise en place du CPF, réponse aux APP région PACA pour la formation continue...

➤ **CHARGES ADMINISTRATIVES AUPRES DU PRESIDENT D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITE**

- **Vice-Présidente déléguée** à la formation tout au long de la vie depuis le 1^{er} février 2024

➤ **MANDATS ÉLECTIFS**

- Membre titulaire de la **Commission de spécialistes** du département de droit public de la Faculté de droit Aix-Marseille de janvier 2002 à octobre 2010
- Membre suppléant de la **Commission de spécialistes** du département de droit public de la Faculté de droit de Lyon III de novembre 2002 à novembre 2005
- Membre du **Conseil de la Faculté** de droit Aix-Marseille de janvier 2002 à juin 2008
- Membre du **Conseil d'administration de l'Université** Paul Cézanne Aix-Marseille de juin 2004 à février 2008
- **Directrice-adjointe du département de droit public et de science politique**, depuis le 25 janvier 2021

UNIVERSITE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

- Membre du **Conseil de département** Droit-Economie-Gestion de l'Université de la Nouvelle Calédonie de janvier 2011 à septembre 2014
- Représentante de l'UNC auprès du **GIP UNJF**, 2011-2014
- Membre du **Comité de pilotage de la DSI** (Direction des services informatiques), 2012-2014

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES HORS UNIVERSITE

- Membre de la **Commission régionale de conciliation et d'indemnisation** de la région PACA de janvier 2006 à janvier 2009
- Associée au **Comité d'Ethique de l'Environnement** du Congrès de la Nouvelle-Calédonie pour l'élaboration d'une réglementation locale sur les Organismes Génétiquement Modifiés, 2013-2014

- Membre du **Comité d'éthique du Centre Hospitalier Edouard Toulouse** à Marseille, 2017-2018
- Membre du **Comité d'éthique du Centre Hospitalier Montperrin** à Aix-en-Provence, depuis décembre 2018
- Expert pour le **Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur**, 2021.

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

RESPONSABILITES AU SEIN D'UN LABORATOIRE

- Directrice-adjointe du **Centre de droit de la santé**, dirigé par le Professeur Antoine LECA, de septembre 2002 à septembre 2010
- Co-responsable du **Programme « Droit et recherche scientifique »** dans la thématique 3 « Droit de la santé » au sein de l'UMR 7268 ADÉS (Anthropologie, Droit, Ethique et Santé) de 2012 à 2017
- Représentante de l'UMR auprès du GRD NoST Normes, sciences et techniques, depuis 2016
- Correspondante auprès du GIS Institut du Genre pour la période 2016-2019

ASSOCIATIONS ET GROUPES SCIENTIFIQUES

- *Membre associé du LARJE* (Laboratoire de recherches juridique et économique), EA 3329 (2010-2017)
- Membre du comité scientifique des *Cahiers de droit de la santé du sud-est*
- Membre du comité de rédaction et de lecture du *Journal International de Bioéthique*
- Membre du comité de rédaction de la *Revue Juridique du Bonheur*
- Membre du GRD NoST Normes, sciences et techniques
- Membre de l'*Association Française de Droit de la Santé*
Participation aux colloques
- Membre du *Réseau E-toile Pacifique*
- Membre du *Conseil de l'Ecole doctorale du Pacifique* (2014)
- Membre du Consortium de Coopération pour la **Recherche, l'Enseignement Supérieur et l'Innovation en Nouvelle-Calédonie (CRESICA)** Thème Santé : Amélioration de la Santé des Populations (2014)
- Membre du pôle "Ethique, Droit et Usages" de l'Institut Laënnec, institut de recherche en sciences numériques et intelligence artificielle pour la santé, AMU, depuis juin 2021.
- Membre du groupe de travail interdisciplinaire sur la « santé en Méditerranée », Institut Marseille Maladies Rares – MarMaRa et Institut Sociétés en Mutation en Méditerranée – SoMuM, depuis octobre 2021

PROJETS DE RECHERCHE COLLECTIVE

- Membre du groupe de recherche sur « **ArboPac - Arboviroses dans les Outre-Mer du Pacifique Sud : vers une meilleure connaissance des vecteurs et du risque épidémiologique** » financé par le Ministère de l’Outre-Mer, sous la direction scientifique de Françoise Mathieu-Daude, 2014.
- Membre du groupe de recherche sur « **L’intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie** » financé par le GIP-Mission de recherche Droit et Justice, Ministère de la justice, sous la direction scientifique du professeur Pascale Deumier et d’Etienne Cornut, 2014-2016.
- Co-responsable du work package 8 (études juridiques) au sein du **groupe de recherche sur « Assistant Personnel PRévention Santé – APPRISE »** financé par la Fondation AMIDEX, Université Aix-Marseille, sous la direction scientifique du professeur Rachid Bouchakour, 2014-2016.
- Expert pour le groupe de recherche « **Les aidants familiaux** », **projet de recherche collaborative internationale, Proxijuris project**, financé par un accord bilatéral ANR/FNS, porté par Aix-Marseille Université et l’Université de Neuchâtel, sous la direction scientifique des professeurs Dominique Viriot-Barrial et Olivier Guillod, 2016-2018.
- Membre du groupe de recherche « **Mesures physiologiques personnalisées : Application à l’électrocardiogramme (ECG) pour dispositifs de e-santé** », **PhysioP (Physiologie Personnalisée)**, Co-portage Stéphane Delliaux et Rémy Vauché, Institut Carnot STAR, 2017-2018.
- Membre des groupes de travail sur « **Un concept : le consensus** » et « **L’homme en transformation** », au sein du GDR NOST, Normes, sciences et techniques.
- Membre du groupe de travail « **Citoyenneté et organisation du débat public** » en vue de l’élaboration d’une déclaration universelle sur le post/trans-humanisme dirigé par Christian BYK, Président du Comité intergouvernemental de bioéthique de l’UNESCO
- Membre du **Consortium Handicap et Citoyenneté 2018-2020**, Université Clermont Auvergne et Université de Saint-Boniface, sous la direction de Florence Faberon Vice-présidente Vie universitaire et Culture de l’Université Clermont Auvergne, France et Maria Fernanda Arentsen Professeure titulaire, Université de Saint-Boniface, Manitoba, Canada
- Membre du **comité scientifique** de l’école d’été de recherche *Démocratie et justice, Les droits des minorités, leur promotion et leur défense en questions*, 1-3 juillet 2019, Aix-en-Provence
- Projet **ANR ORGANACT** : Les organoïdes en action : Approche interdisciplinaire en sciences sociales, coordonné par Fabien Milanovic dans le cadre de l’AAPG2022 (début mars 2023-durée 42 mois) : <https://organact.flywheelsites.com>
- Projet Franco-allemand de recherche sur les droits de la fin de vie, septembre 2022 Nanterre et septembre 2023 Florence, sous la direction de la Professeure Rohlfig-Dijoux, Université Franco-Allemande.

ORGANISATION DE COLLOQUES

1. Colloque *La révision de la loi de bioéthique*, Aix-Marseille Université, 16 mai 2003

Journée d’étude regroupant des enseignants-chercheurs université de la Faculté de droit de l’Université Paul Cézanne, de la Faculté de médecine de l’Université de la Méditerranée et de l’Institut de Sciences politiques d’Aix-en-Provence en vue d’étudier les premières propositions de texte révisant les lois de bioéthique de 1994

Ce colloque a fait l’objet d’une publication : « La loi de bioéthique de 2004 », *Cahiers de la santé du sud-est*, n°3, 2004

2. Colloque ***L'intégration des personnes handicapées, bilan de deux ans d'application de la loi du 11 février 2005***, Aix-Marseille Université, 5 octobre 2007

Table ronde rassemblant des professionnels de la santé et du handicap, des représentants des institutions départementales (Conseil général et DDASS), des représentants d'associations de personnes handicapées et des universitaires et des enseignants-chercheurs universitaires ayant eu comme objectif d'échanger des points de vue et de sérier les difficultés d'application de la loi du 11 février 2005.

Ce colloque a fait l'objet d'une publication : « L'intégration des personnes handicapées », *Cahiers de la santé du sud-est*, n°8, 2008

3. Séminaire national du ***C2I niveau 2 Métiers du droit***, UFR Droit Aix - Marseille III, 27 et 28 mai 2010

Séminaire annuel du groupe de travail de la Sous direction aux technologies de l'information et de la communication du Ministère de l'enseignement supérieur sur la mise en place du C2I niveau 2 Métiers du Droit. L'objectif était de faire le point sur la mise en place de la formation dans l'ensemble des universités de France ainsi que sur la conception des modules de formation C2I métiers du Droit sur la plateforme de l'UNJF.

4. Colloque ***Le patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie : aspects juridiques***, Université de la Nouvelle-Calédonie, 19 et 20 septembre 2012

Colloque international en partenariat avec les institutions de la Nouvelle-Calédonie : le Congrès, le Gouvernement, le Sénat coutumier, le CES, la Province Nord, la Province Sud, la Province des îles. En partenariat également avec les institutions de la culture et de l'environnement : l'UNESCO, l'ICOMOS Pasifika, l'ADCK (agence de développement de la culture kanak), la SFDE (société française de droit de l'environnement)

Les actes de ce colloque ont été publiés dans la collection *Patrimoine naturel et culturel* chez L'Harmattan, paru en 2015

5. Colloque ***Le droit de la santé en Nouvelle-Calédonie : de la médecine traditionnelle à la bioéthique***, Université de la Nouvelle-Calédonie, 3, 4 et 5 juillet 2014

Colloque international, sous le Haut Patronage de la Commission France de l'UNESCO, en partenariat avec les institutions de la Nouvelle-Calédonie : le Gouvernement, le Sénat coutumier, le Conseil Economique, Social et Environnemental, la Province Nord, la Province des îles,

L'objectif est de réfléchir à l'évolution du droit de la santé calédonien dans le contexte du transfert de compétences. Entre droit commun et droit coutumier, la conception du corps, du soin, de la maternité, de la filiation... doivent être prise en compte pour construire un droit qui ne soit plus la transposition brute des valeurs européennes mais une harmonisation propre au rapprochement des deux systèmes juridiques. Une comparaison de la conception de l'homme et de son corps dans les médecines traditionnelles du Pacifique comme dans les textes internationaux a permis de mettre en lumière les spécificités des différentes cultures présentes en Nouvelle-Calédonie. Les partenaires institutionnels se sont emparés des pistes de réflexion lancée pour travailler sur une évolution des textes (particulièrement en Province des îles Loyauté).

Ce colloque a été publié aux Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, collection LARJE, en décembre 2016.

6. Colloque ***La santé connectée et son droit***, Aix-Marseille Université, 25 novembre 2016

Colloque tenu dans le cadre du projet APPRISE (Assistant Personnel PRévention SantE porté par le professeur Rachid BOUCHAKOUR, directeur de l'IM2NP au sein d'AMU) ayant remporté un appel à projet collaboratif de la maison de l'innovation technologique dans le cadre d'AMIDEX pour 2014/2015. Le colloque correspond à la partie juridique de ce projet co-porté par l'UMR ADES et l'UMR DICE.

La manifestation scientifique a entendu porter un regard juridique constructif sur la e-santé, en proposant deux échelles d'analyse - l'échelle européenne et l'échelle nationale - et en mêlant à la fois des analyses théoriques, sur la protection des données numériques de santé, sur la réglementation relative aux dispositifs médicaux....mais aussi des analyses de praticiens afin de connecter notre sujet d'étude avec son objet réel.

Ce colloque a été publié aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille, collection Droit de la santé, en 2017.

7. Colloque ***Urgences psychiatriques – urgences juridiques et judiciaires***, Centre Hospitalier Montperrin d'Aix-en-Provence, 18 et 19 octobre 2018

Colloque co-organisé avec le Docteur Elisabeth BALDO dans le cadre des 27^{ème} journées de l'Association francophone pour l'Étude et la Recherche sur les Urgences Psychiatriques

Ce colloque avait comme objectif de réfléchir aux problématiques auxquelles sont confrontées les équipes de psychiatrie d'urgence face à certaines prises en charge (refus de soins, secret du aux mineurs, défaut de surveillance, sécurité et liberté individuelle, éthique du soin...). Lors des situations d'urgence, la temporalité réduite confronte les praticiens et les équipes à prendre des décisions parfois « sur le fil » qui engagent la responsabilité de chacun.

8. Colloque ***Transhumanisme : de nouveaux droits ?***, Aix-Marseille Université, 25 mars et 27 mai 2021

Colloque co-organisé avec Aurélie MAHALATCHIMY, sous le haut patronage de l'UNESCO

L'objectif principal de ce projet est d'organiser un débat sur la thématique « Transhumanisme : de nouveaux droits ? » en vue de partager des savoirs et des questionnements avec les concitoyens pour fournir à chacun mais aussi à la Commission nationale française pour l'UNESCO les éléments nécessaires à une décision d'agir ou non au niveau juridique (proposition de traité international ou de déclaration par exemple) dans le respect de valeurs communes. À ce titre, les idées, opinions et questions des élèves du secondaire seront recherchées puisque deux classes (seconde et troisième) ont été associées à cette recherche.

Ce colloque sera publié en 2022 dans la collection Confluences des droits, DICÉditions

9. Colloque ***Entre éthique et droit : la protection de la santé des femmes***, Aix-Marseille Université, 16 décembre 2021

Ce colloque a été organisé dans le cadre du cours de Bioéthique et droit de la recherche avec les étudiants du M2 Droit, conseil et expertise en santé. Il avait l'objectif premier de former les étudiants à et par la recherche au sein d'un travail collectif sur une problématique commune. Le second objectif est d'apporter une vision juridique, accès sur le droit de la santé publique et le droit de la bioéthique, aux études de genre.

10. Colloque ***Genre et liberté sexuelle au regard du droit de la santé***, Aix-Marseille Université, 5 décembre 2022

Ce colloque a été organisé dans le cadre du cours de Bioéthique et droit de la recherche avec les étudiants du M2 Droit, conseil et expertise en santé. Il avait les objectifs que celui de l'année précédente. Les articles rédigés par les étudiants et étudiantes associés aux doctorants feront l'objet d'un ouvrage en ligne dans la collection du réseau de recherches pour la cohésion sociale.

11. Séminaire ***Santé et publicité : des enjeux sensibles pour le droit de la santé publique***
Aix-Marseille Université, 20 septembre 2023

Ce séminaire a été organisé pour la rentrée de la mention droit de la santé pour les étudiants du Master 1 et 2. Il a réuni des enseignants-chercheurs de générations différentes en laissant une place importante aux doctorants. L'ambition interdisciplinaire a permis des échanges entre le droit, les sciences de l'éducation et la communication. Il avait également une dimension internationale avec la participation à distance de Gaïa Peruzzi, MCF en communication à l'Université de Rome. Le séminaire a ainsi le double objectif de présenter une problématique de droit de la santé aux étudiants tout en tissant des liens avec d'autres disciplines et d'autres centres de recherche pour des projets de recherche futurs.

12. Colloque ***La mort choisie : perspective sur l'encadrement légal de la fin de vie***, Aix-Marseille Université, 6 décembre 2023

Ce colloque a été organisé dans le cadre du cours de Bioéthique et droit de la recherche avec les étudiants du M2 Droit, conseil et expertise en santé. Comme chaque année, il s'appuie sur un soucis pédagogique d'initier les étudiants à un travail de recherche collectif et à sa valorisation par un exposé public. Les étudiants ont travaillé sur l'évolution annoncée de la loi sur la fin de vie, proposant leur rédaction du texte à venir.

DIRECTION D'OUVRAGES

1. *La loi de bioéthique de 2004*, Bordeaux, LEH, Les cahiers de droit de la santé du sud-est, n°3, 2005, 194 p.
2. *L'intégration des personnes handicapées, trois ans d'application de la loi n°2005-102 du 11 février 2005*, en codirection avec J. COLONNA, V. RENAUX-PESONNIC, Bordeaux, LEH, Les cahiers de droit de la santé du sud-est, n°8, 2008.
3. *Les éléments et produits du corps humain*, Bordeaux, LEH, Les cahiers de droit de la santé du sud-est, n°12, 2011, 250 p.
4. *Corps et patrimoine*, Bordeaux, LEH, Les cahiers de droit de la santé du sud-est, n°18, 2014, 571 p.
5. *Le patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie, Aspects juridiques*, en codirection avec Céline CASTETS-RENARD, Paris, L'Harmattan, Collection Patrimoine naturel et culturel, 2015, 526 p.
6. *Mort et droit de la santé : les limites de la volonté*, en codirection avec Anne-Claire REGLIER, Bordeaux, LEH, Cahiers de droit de la santé, n°23, décembre 2016, 315 p.
7. *Le droit de la santé en Nouvelle-Calédonie : de la médecine traditionnelle à la bioéthique*, Nouméa, Presses Universitaires de la Nouvelle-Calédonie, 2017, 378 p.
8. *La mise en œuvre de la loi Santé : textes d'application et appropriation par les acteurs*, en codirection avec Vincent VIOUJAS, Bordeaux, LEH, Cahiers de droit de la santé, n°24, 2017, 266 p.
9. *La santé connectée et « son droit »*, codirection avec Estelle BROSSET et Sophie GAMBARDELLA, Aix-en-Provence, PUAM, Collection Droit de la santé, 2017, 247 p.
10. *Transhumanisme : de nouveaux droits ?*, codirection avec Aurélie MAHALTCHIMY, DICEdition, Confluence des droits, à paraître en 2024

DIRECTION DE MEMOIRES ET DE THESES

➤ DIRECTION DE MEMOIRES

- Direction de mémoire (3 à 4 par an) dans le cadre du DEA de droit de la santé puis du Master Droit de la Santé et Master de l'Académie de Droit de la Faculté de droit de l'AMU
- Direction de rapport de stage (environ 5 par an) dans le cadre Master Droit de la Santé de la Faculté de droit de l'AMU

➤ DIRECTION DE THESES

1. Mariem CHOUABI, *Le droit des malades, étude en droit comparé franco-tunisien*, co-direction avec Mme la professeure Amel AOUI MRAD, en co-tutelle avec l'Université de Tunis El Manar, inscription en décembre 2010 – Durée de la thèse 6 ans

- soutenue le 9 décembre 2016** (mention honorable), *Jury* : Professeure Wafa Harrar-Masmoudi (université de Carthage, présidente), Valérie Bernaud (Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, rapporteure)
2. Maud CINTRAT, *Le droit vétérinaire face à la nécessité de concilier l'enjeu sanitaire et les intérêts économiques du secteur agro-alimentaire*, co-direction avec Mme la Professeure Valérie Michel, Contrat doctoral à Aix-Marseille Université, inscription en septembre 2011 – Durée de la thèse : 6 ans
- soutenue le 5 décembre 2017**, *Jury* : Professeur Olivier Dubos (Université de Bordeaux, président), Professeur Didier Truchet (Université Paris 2, rapporteur), Professeur Jean-Pierre Marguénaud (Université de Limoges, rapporteur) et Professeur Daniel Gadbin (Université de Rennes) - **Prix de thèse de la Région PACA** (meilleure thèse soutenue en droit de la santé)
- qualifiée aux fonctions de maître de conférences par la section 02 du CNU en février 2018 MCF à l'Université de Lyon 1 depuis septembre 2019**
3. Cécile MOULIN, *Le progrès de la médecine génétique : vers un consensus entre le droit à l'information des apparentés et secret médical*, inscription en décembre 2016 – Durée de la thèse : 2 ans
- soutenue le 12 décembre 2018**, *Jury* : Professeur François Violla (Université de Montpellier, rapporteur), Professeur Laurent Sermet (IEP Aix-Marseille, président), Marion Girer (Université de Lyon III, rapporteur)
4. Wendkouni Adelphe OUEDRAOGO, *Étude comparée de l'intégration juridique de la tradimédecine dans les systèmes de santé publique en Afrique de l'Ouest, les cas du Ghana et du Burkina Faso*, inscription en septembre 2013 – Durée de la thèse : 5 ans
- soutenue le 31 janvier 2019**, *Jury* : Professeure Carine David (Université de Antilles et de la Guyane, rapporteure), Florence Faberon (Université Clermont-Auvergne, rapporteure), Professeur Daniel Orban (Université de Nice Sophia-Antipolis, président)
5. Marine GABORIAU, *L'État et la procréation, Recherche sur l'émergence d'un service public de l'assistance médicale à la procréation*, co-direction avec le Professeur Pierre Le Coz, thèse financée par un contrat de la région PACA, inscription en septembre 2013 – Durée de la thèse : 5 ans
- soutenue le 31 janvier 2019**, *Jury* : Professeur Isabelle Poirot-Mazères (Université de Toulouse-Capitole, rapporteure et présidente), Claire Marliac (Université Clermont-Auvergne, rapporteure), Professeure Estelle Brosset (Aix-Marseille Université), Christian Byk (Magistrat)
6. Emmanuel Joseph KOUROUMA, *La protection du droit à la santé par le juge constitutionnel français, transposition faite aux Etats d'Afrique francophone, l'exemple de la Guinée, du Bénin et du Sénégal*, inscription en octobre 2016 – Durée de la thèse : 6 ans
- soutenue le 13 décembre 2022**, *Jury* : Professeure Carine David (Université des Antilles, Présidente et rapporteure), Professeur Mostefa Maouene (Université de Sidi Ben Abès, Rapporteur), Arnaud Lami (MCF-HDR Université d'Aix-Marseille).
7. Djazia GAMOUH, *La responsabilité médicale en droit algérien : réalités internes et propositions d'actualisation au regard du droit médical français*, inscription en **octobre 2015**
- soutenue le 19 décembre 2023**, *Jury* : Professeure Valérie Michel (Université d'Aix-Marseille, Présidente), Professeure Florence Faberon (Université de Guyane, Rapporteure), Professeure Hanifa Benchabane (Université d'Alger, Rapporteure), Sabrina Makhoulf (MCF-HDR, Université d'Alger), Gilles Mathieu (MCF-HDR, Université d'Aix-Marseille) – Durée de la thèse : 8 ans
8. Edouard HABIB, *L'impact du Comprehensive Trade Economic Agreement (CETA) sur la gouvernance de la santé de précision : les enjeux éthiques et économiques de la médecine prédictive et personnalisée dans le cadre d'un accord de libre-échange*, en cotutelle avec l'Université de Montréal, co-direction avec le Professeur Catherine Régis, inscription en **octobre 2018**.
9. Lisa MANGANARO, *La régularisation des risques liés aux perturbateurs endocriniens*, inscription en **décembre 2018**.

10. Amandine GILARDEAU, *La contractualisation de l'offre médicale en France*, inscription en **novembre 2020**
11. Laura ESCUDIER, *Le droit à la protection de la santé comme levier de l'égalité des sexes dans les politiques sanitaires*, inscription en **septembre 2021**
12. Julie NICOLAS, *Bénéfices et limites de la transparence en recherche pharmaceutique : étude comparative en droit français et québécois*, en cotutelle avec l'Université de Montréal, co-direction avec le Professeur Catherine Régis, inscription en **septembre 2021**
13. Charihane BENHIDA, *Les établissements médico-sociaux face au consentement des personnes adultes en état de vulnérabilité : limites et perspectives*, inscription **décembre 2022**
14. Adrien BOTTACCI, *Organoïdes cérébraux, gastruloïdes et chimères: vers un régime de l'esprit en droit français*, co-direction Aurélie Mahalatchimy, inscription **janvier 2023**
15. Samira MAHFOUDI, *Les comités d'éthique institutionnels : étude comparée entre la Tunisie et la France*, co-direction avec Mme la professeure Wafa HARRAR-MASMOUDI, en co-tutelle avec l'Université de Tunis El Manar, inscription **octobre 2023**

➤ PARTICIPATION AUX JURYS DE SOUTENANCE

1. Thèse présentée par Mme Karine CHETRIT-ATLAN sur *Le droit de la femme sur son corps dans la maternité*, sous la direction du Professeur Antoine LECA soutenue le 27 janvier 2007 à Aix-en-Provence. Le jury se composait du Professeur Jean-Louis MOURALIS (UPCAM), de Mme Geneviève REBECQ (MCF, Université de Toulon et du Var), de M. Xavier AGOSTINELLI (MCF, Université de Toulon et du Var).
2. Thèse présentée par Mm Anne BOYER sur *L'information dans le système de santé : nature et conséquence sur la relation médicale*, sous la direction du Professeur Hélène PAULIAT (Université de Limoges) et de Mme Clotilde DEFFIGIER (MCF Université de Limoges), soutenue le 8 décembre 2008 à Limoges. Le jury se composait du Professeur Jean-François LACHAUME (Université de Poitiers), du Professeur Jean MORANGE (Université de Paris II-Panthéon Assas).
3. Thèse présentée par Mme Ingrid BELASSENE sur *La personne âgée ; quel usager du système de santé*, sous la direction du Professeur Antoine LECA (Université Paul Cézanne), soutenue le 4 juin 2010 à Aix. Le jury se composait du Professeur Elisabeth PAILLET (Université de Toulon et du Var), de Mme Geneviève REBECQ (MCF, Université de Toulon et du Var).
4. Thèse présentée par M. Jean-Baptiste BANGA sur *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en droit et en relations internationales contemporaines : étude comparée de la Nouvelle-Calédonie et du Nuanut*, sous la direction du Professeur Guy AGNIEL (Université de la Nouvelle-Calédonie), soutenue le 25 février 2013 à Nouméa. Le jury se composait du Professeur Michel BELANGER (Université de Bordeaux 4), de Mme Anne RAINAUD (MCF, Université de Nice Sophia Antipolis).
5. Thèse présentée par Mme Amélie-Anne FLAGEL-PROUST sur *Le renouveau de la piraterie internationale*, sous la direction du Professeur Guy AGNIEL (Université de la Nouvelle-Calédonie), soutenue le 28 février 2013 à Nouméa. Le jury se composait du Professeur Michel BELANGER (Université de Bordeaux 4), de Mme Anne RAINAUD (MCF, Université de Nice Sophia Antipolis).
6. Thèse présentée par Mme Julie LASERAZ sur *La spécificité de la victime en droit de la santé. La recherche d'un statut juridique*, sous la direction de la Professeure Dominique VIRIOT-BARRIAL (Aix-Marseille Université), soutenue le 1^{er} décembre 2017 à Aix-en-Provence. Le jury se composait du Professeur Dominique THOUVENIN (EHESP, rapporteur et présidente), de M. Guillaume CHAMPY (MCF, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, rapporteur), de M. Vincent VIOUJAS (Directeur d'hôpital).
7. Thèse présentée par M. Christophe FOE NDI sur *La mise en œuvre du droit à la santé au Cameroun*, sous la direction de M. Samuel PRISO-ESSAWE (MCF-HDR, Avignon Université), soutenue le 28 juin 2019 à Avignon. Le jury se composait de la Professeure Delphine COSTAT (Aix-Marseille Université,

présidente), de la Professeure Martine LE FRIANT (Avignon Université), M. Christophe MAUBERNARD (MCF, Université de Montpellier, rapporteur), du Professeur Alain Didier OLINGA (Université de Yaoundé 2, rapporteur).

8. Thèse présentée par Mme Louise GOUGOT sur *Réflexion sur les droits fondamentaux et leurs garanties : l'exemple du droit au logement*, sous la direction de Mme Laetitia Tranchant et M. Patrick Gaïa, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille), soutenue le 2 avril 2024 à Aix-en-Provence. Le jury se composait du professeur émérite Hugues Perinet-Marquet (Université Panthéon-Assas, Rapporteur), du Professeur Marc Guerrini (Université Côte d'Azur, Rapporteur, du Professeur Nicolas Damas, (Professeur à l'Université de Lorraine, président).

▪ *Comme rapporteure*

9. Thèse présentée par M Morgan LE GOUES sur *Le consentement du patient en droit de la santé*, sous la direction de Mme Valérie BERNAUD (Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse), soutenue le 5 juin 2015 à Avignon. *Jury* : Professeur Franck PETIT (Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse), Professeure Dominique VIRIOT-BARRIAL (Université d'Aix-Marseille), de Mme Marthe STEFANINI FATIN-ROUGE (Directeur de recherches CNRS, Université d'Aix-Marseille, rapporteur).
10. Thèse présentée par Mme Cynthia OCHIN sur *Dignité et droit de la génétique*, sous la direction du Professeur Bernard ASSO (Université Côte d'Azur) soutenue le 16 novembre 2018 à Nice. *Jury* : Professeur Xavier LATOUR (Université Côte d'Azur, président), Professeur Eric MAULIN (Université de Strasbourg, rapporteur)
11. Thèse présentée par M. Nicolas MASQUEFA sur *La patrimonialisation du corps humain*, sous la direction du Professeur Franck PETIT (Avignon Université) soutenue le 28 juin 2019 à Avignon. *Jury* : Professeur Antoine LECA (Aix-Marseille Université, rapporteur), Éric WENZEL, (MCF-HDR, Avignon Université)
12. Thèse présentée par Mm Ambre LAPLAUD sur *Consentement et responsabilité médicale*, sous la direction du Professeur Hélène PAULIAT (Université de Limoges) et de Mme Clotilde DEFFIGIER (MCF Université de Limoges), soutenue le 30 novembre 2019 à Limoges. Le jury se composait du Professeur Jean-Marie PLAZY (Université de Bordeaux), de la Rectrice Anne LAUDE (Académie de Limoges).
13. Thèse présentée par Mm Sylvine AUPETIT sur *Rapprocher le droit de l'environnement et la réalité en Nouvelle-Calédonie, Des leviers d'amélioration de l'effectivité des normes juridiques environnementales en Nouvelle-Calédonie en faveur de la pérennité du patrimoine naturel*, sous la direction de la Professeurs Carine DAVID (Université des Antilles), soutenue le 22 septembre 2020 à distance. Le jury se composait du Professeur Éric NAIM-GESBERT (Université Toulouse 1 Capitole), Madame Sarah ROUY (Magistrate, Office Français de la Biodiversité).
14. Thèse présentée par M. Charles WALLEIT, *La protection juridique des majeurs en droits français et allemand*, sous la direction de la Professeure Stéphanie ROHLFING-DIJOUX (Université Paris-Nanterre), soutenue le 19 janvier 2023 à Nanterre. Le jury se composait du Professeur Gilles RAOUL-CORMEIL (Université de Caen Normandie, rapporteur), du Professeur Volker LIPP (Université de Göttingen), M. Augustin BOUJEKA (Université Paris-Nanterre, Président).
15. Thèse présentée par Mme Amandine ARNAUD, *La démocratie bioéthique*, sous la direction de Claire MARLIAC (Université Clermont Auvergne), soutenue le 20 novembre 2023 à Clermont-Ferrand. Le jury se composait de Arnaud PATURET (ENS Paris, rapporteur), de la Professeure Marie-Elisabeth Baudoin (Université Clermont Auvergne), du Professeur Bertrand Mathieu (Université de Paris I) et du Professeur Loïc BLONDIN (Université de Paris I).

➤ *PARTICIPATION AUX DOCTORIALES*

- Doctoriales des 28 et 29 avril 2017, à Sidi Bousaïd, organisées par l'Ecole Doctorale des Sciences Juridiques et Politiques, Faculté de droit et de sciences politiques, Université Tunis El Manar.

LISTE DES TRAVAUX

➤ NOTES DE JURISPRUDENCE

- 2001 1. Note sous la décision du Conseil constitutionnel, n°2001-446 DC du 27 juin 2001, *I V G II*, *RFDC*, n° 47, 2001, pp. 619-631.
- 2002 2. Actualité juridique de droit social (les actions et prestations sociales des personnes malades) en collaboration avec Philippe Pédrot, *Revue de Droit Sanitaire et Social*, avril-juin 2002, juil.-sept 2002, avril-juin 2003
3. Note sous la décision du Conseil constitutionnel, n°2001-446 DC du 27 juin 2001, *I V G II*, *Dalloz*, *Sommaires commentés de droit constitutionnel jurisprudentiel*, n° 24, 2002, pp. 1948-1949.
- 2010 4. « Le Conseil constitutionnel se prononce sur le principe de solidarité nationale envers les personnes handicapées », note sous la décision du Conseil constitutionnel, n°2010-2 QPC du 11 juin 2010, *RFDC*, 2010/4, n°84, p. 811 et s.
- 2012 5. « Le juste équilibre "à la française" dans la protection des droits de la femme et de l'enfant », note sous la décision du Conseil constitutionnel, n°2012-248 QPC du 16 mai 2012, M. Mathieu E. [accès aux origines personnelles], *RFDC*, 2012/4, n°92, pp. 870-873.
6. « La constitutionnalité de l'interdiction des banques de sang de cordon privées en France », note sous la décision du Conseil constitutionnel, n°2012-249 QPC du 16 mai 2012, Société cryo-save France [prélèvement de cellules du sang de cordon ou placentaire ou de cellules du cordon ou du placenta], *RFDC*, 2012/4, n°92, pp. 874-878.
- 2014 7. « La constitutionnalité de la recherche embryonnaire », note sous la décision du Conseil constitutionnel, n°2013-614 DC du 1^{er} août 2013, Loi tendant à modifier la loi n°2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique en autorisant sous certaines conditions la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaire, *RFDC*, 2014/1, n°97, pp. 121-127.
- 2017 8. « La constitutionnalisation des conditions d'une fin de vie digne », note sous la décision du Conseil constitutionnel, n°2017-632 QPC du 2 juin 2017, Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens et de cérébro-lésés [Procédure collégiale préalable à la décision de limitation ou d'arrêt des traitements d'une personne hors d'état d'exprimer sa volonté], *RFDC*, 2017/4, n°112, pp. 941-948.

➤ FASCICULES DE JURISCLASSEURS

- 2002 9. Etude 160 du *Lamy Droit de la santé*, « Droits fondamentaux de la personne (droit à la vie et à l'intégrité corporelle) », Editions Lamy SA, octobre 2002.
10. Etude 277 du *Lamy Droit de la santé*, « L'être humain », Editions Lamy SA, octobre 2002
11. Etude 283 du *Lamy Droit de la santé*, « Droits fondamentaux de la personne malade », Editions Lamy SA, octobre 2002.

- 2004 12. Fascicule n°168-5 « Lutte contre le SIDA » du *Jurisqueur Droit médical et hospitalier*, avec la collaboration de Joël Colonna, 2004, actualisé en 2005 et 2009 puis 2023

➤ ARTICLES DANS DES REVUES ET OUVRAGES COLLECTIFS

- 2002 13. « Les interactions entre le droit constitutionnel et l'éthique dans le domaine de la recherche biomédicale », in *Jeux de normes dans la recherche biomédicale*, sous la Direction de Jean-Pierre Duprat, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, pp. 117-139.
- 2004 14. « Recherche sur le statut du corps humain : les principes de la domanialité publique pourraient-ils être appliqués au corps humain ? », in *De jure corporis ou la réification du corps humain*, sous la direction d'O. Tholozan, *Les cahiers de droit de la santé du sud-est*, n°2, 2004, pp. 81-106
15. « La notion de transfert de compétences », *Soin cadres*, n°50, mai 2004, pp. 29-30.
- 2005 16. « L'Agence de la biomédecine : un nouveau modèle de sécurité sanitaire ? », *LPA*, 18 février 2005, n°35, pp. 15-24.
- 2007 17. « Le parlement et l'adoption des normes sanitaires », en collaboration avec Sophie De Cacqueray, *Mélanges Louis Favoreu, Le renouveau du droit constitutionnel*, Dalloz, 2007, pp. 593-607.
- 2011 18. « La gestation pour autrui : une limitation à l'accès aux soins », in *Les éléments et produits du corps humain, Les cahiers de droit de la santé du sud-est*, n°12, 2011, pp. 105-128.
- 2014 19. « L'appréhension du capital santé selon les conceptions culturelles : l'exemple de la Nouvelle-Calédonie », avec la collaboration de Dominique Salino, *Les cahiers de droit de la santé*, n°18, 2014, pp. 85-105.
20. « Patrimoine génétique de l'humanité, entre héritage et responsabilité », *Les cahiers de droit de la santé*, n°18, 2014, pp. 555-571.
21. « Les déserts médicaux sous l'éclairage du droit comparé : l'exemple anglais », in *Les déserts médicaux, Les cahiers de droit de la santé*, n°19, 2014, pp. 179-190
22. « De la santé publique à la santé durable : les enjeux d'une nouvelle gouvernance », in *Enseignement, Hôpital, Médecine, Mélanges en l'honneur de Jean-Marie Clément*, sous la direction des professeurs A. Leca, H. Gaumont-Prat, C. Castaing, Bordeaux, LEH, 2014, pp. 659-675.
- 2015 23. « De l'universalité de la bioéthique : réflexions sur la transposition des valeurs de la convention d'Oviédo dans le Pacifique », in *Droit médical et Ethique médicale : regards contemporains, Mélanges en l'honneur du Professeur Gérard Méméteau*, coordonné par B. Py, F. Violla, J. Leonhard, Bordeaux, LEH, 2015, pp. 197-205.
24. « La réglementation de la médecine traditionnelle chinoise en Océanie », in *Droit tradimédical* sous la direction du professeur A. Leca, Bordeaux, LEH, *intempora*, 2015, pp. 71-92.

25. « Le droit des malades, vecteur du renouveau des droits fondamentaux », in *Modernité du Droit de la santé*, Mélanges en l'honneur du Professeur Michel Belanger, sous la direction des professeurs E. Mondielli, F. Vialla, Bordeaux, LEH, 2015, pp. 301-316.

26. « Le test de dépistage : questions médicale, éthique et juridique », *Gaz. Pal.*, n°11-13, janv. 2015, pp. 10-14.

2016 27. « Lois du pays en matière de santé publique: une compétence à conquérir » in *Quinze ans de lois du pays*, sous la direction de Carine David, Aix-en-Provence, PUAM, 2016, pp. 209-216.

28. « Le suicide : une volonté réalisée de mourir », in *Mort et droit de la santé : les limites de la volonté*, sous la direction de Guylène Nicolas et Anne-Claire Réglie, Bordeaux, LEH, CDSA n°23, 2016, pp. 277-307.

29. « L'usage actuel des opiacés en France : de la lutte contre la douleur à la lutte contre la dépendance », in *La rencontre du droit français et de la pharmacopée orientale : l'exemple vietnamien*, sous la direction de Antoine Leca, Bordeaux, LEH, CDSA numéro spécial, 2016, pp. 43-61.

2017 30. « Commune », « Environnement », « Etat », « Nouvelle-Calédonie », « Province », in *101 mots pour comprendre la santé en Nouvelle-Calédonie*, ouvrage collectif sous la direction de Florence Faberon, Antoine Leca, Frédéric Vangheluwe, Nouméa, CDPNC, février 2017, pp. 50-57 et pp. 92-93.

31. « L'évolution des droits des patients, approche transversale », in *La mise en œuvre de la loi Santé : textes d'application et appropriation par les acteurs*, sous la direction de Guylène Nicolas et Vincent Vioujas, Bordeaux, LEH, CDSA n°24, 2017, pp. 151-168.

2018 32. « Le rôle des autorités et institutions coutumières dans l'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie », in Etienne Cornut et Pascale Deumier (dir.), *La coutume kanak dans le pluralisme juridique calédonien*, GIP-Mission de recherche Droit et Justice, Ministère de la justice, Nouméa, PUNC, 2018 pp. 338-353.

2020 33. « Un enjeu pour l'avenir : le vieillissement de la population comme facteur de cohésion sociale », in Florence Faberon (dir.), *De la cohésion sociale : Théories et pratiques*, Recherches sur la cohésion sociale, 2020, pp. 553-566.

34. « Les données de santé du sportif, entre protection de la santé et intensification de la performance », in Gaylor Rabu (dir.), *Sport et droit du numérique*, PUAM, Collection centre de droit du sport, 2020, pp. 71-100.

35. « Le rôle des comités d'éthique nationaux et internationaux face à la pandémie de covid-19, Comparaison des avis du comité consultatif national d'éthique et du comité international de bioéthique de l'UNESCO », *RRJ*, 2020-1, pp. 507-526.

36. « L'égalité d'accès aux soins ou la prise en charge sanitaire des personnes âgées dépendantes en période de pandémie », *Journal de Médecine légale*, n°3, 2020, pp. 31-40.

2021 37. « Application du RGPD en France pendant la période pandémique de la covid-19 : équilibre instable entre protection de la vie privée et lutte contre la propagation du virus », in Arnaud Lami (dir.), *La pandémie de Covid-19, Les systèmes juridiques à l'épreuve de la crise sanitaire*, Bruxelles, Bruylant, A la croisée des droits, 2021, pp. 339-360.

38. « L'évolution de la responsabilité de la protection de la santé dans le cadre de l'économie durable en Europe : une illustration par la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Journal Spécial des Sociétés*, 1^{er} décembre 2021, n°84, pp. 5-6.

2024

39. « Le droit de la santé à l'épreuve des algorithmes : biais de discrimination renforcée entre les sexes ou opportunité d'une protection genrée de la santé ? », in E. Bonifay et S. Sedeno (dir.) *Genre, algorithmes et droit*, PUAM, 2024, à paraître

40. « Le rôle du parlement dans la constitutionnalisation du droit à l'avortement », in S. de Cacqueray et S. Lamouroux (dir.), *Mélanges en l'honneur du Professeur Richard Ghevontian*, à paraître

41. « Les ressources thérapeutiques de la Méditerranée et leur exploitation durable » in M. -L. Demeester, V. Mercier et N. Vicente (dir.), *Pour que vive la mer méditerranée, Vers une économie bleue durable*, PUAM, 2024, pp. 203-212.

➤ ACTES PUBLIÉS DE COLLOQUES EN FRANCE

2000

42. « L'altération des capacités mentales et le juge administratif », in *La détérioration mentale*, Actes du colloque interdisciplinaire d'Aix-en-Provence « droit, histoire, médecine et pharmacie » des 7-8 juin 2000, PUAM, 2002, pp. 275-290.

2003

43. « La notion de risque épidémique devant le juge administratif : un glissement du fondement de la responsabilité de l'État » in *Le risque épidémique*, Actes du colloque interdisciplinaire d'Aix-en-Provence « droit, histoire, médecine et pharmacie », novembre 2002, PUAM, 2003, pp. 473-486.

44. « Essai d'identification juridique du handicap », in *Le handicap*, actes du colloque interdisciplinaire de Montpellier « droit, histoire, médecine » novembre 2003, PUAM, 2004, pp. 67-80.

2004

45. « L'encadrement de la recherche scientifique : faut-il réviser la Constitution ? », in *La recherche biomédicale*, Actes du colloque interdisciplinaire de Marseille « droit, histoire, médecine » novembre 2004, PUAM, 2005, pp. 129-148.

2005

46. « La loi de bioéthique de 2004 : un nouvel équilibre entre droits des malades et sécurité sanitaire », in *La loi bioéthique de 2004*, Les cahiers de droit de la santé du sud-est, n°3, 2005, pp. 25-46.

2006

47. « Le secret médical devant le juge administratif », in *La déontologie médicale*, Actes du VI^e colloque national d'Aix-en-Provence « droit, histoire, médecine » décembre 2006, PUAM, 2007, pp. 191-202.

48. « Protection embryonnaire et euthanasie : recherche sur la spécificité anglo-saxonne de la protection de la vie », in *La fin de vie et euthanasie*, Actes du VII^e colloque national d'Aix-en-Provence « droit, histoire, médecine » décembre 2007, Les études hospitalières, 2008, pp. 91-103.

2008

49. « La Constitution, instrument de régulation du droit et de la bioéthique ? », in *La Constitution face au défi de la bioéthique*, Colloque co-organisé par l'Association internationale droit,

éthique et science, le CDSA, le GERJC, Palais du Luxembourg, avril 2008, Les cahiers de droit de la Santé du Sud-est, n°9, Les études hospitalières, 2008, pp. 21-40.

50. « L'intégration des personnes handicapées en droit communautaire », in *L'intégration des personnes handicapées, trois ans d'application de la loi n°2005-102 du 11 février 2005*, Les cahiers de droit de la santé du sud-est, n°8, 2008, pp. 83-100.

2009

51. « Les associations et l'élaboration des normes juridiques : l'exemple du droit de la santé », in Nicoletta Perlo (dir.), *Les associations, acteurs privilégiés du droit et de la gouvernance*, Colloque organisé par le LIDEMS, janvier 2008, PUAM, 2009, pp. 83-98

52. « Droit des mineurs dans l'expertise médicale », in *L'expertise médicale et l'indemnisation des préjudices corporels*, Actes du VIII^e colloque national d'Aix-en-Provence « droit, histoire, médecine » novembre 2008, Les études hospitalières, 2009, pp. 123-130.

2010

53. « L'accès au dossier hospitalier par le patient et sa famille : les cas particuliers (patients mineurs, majeurs protégés, patients décédés) », in *Le dossier médical à l'hôpital : définition, composition, accès par les soignants, le patient et sa famille*, Marseille la Timone, septembre 2009, RGDM, n°37, 2010, pp. 185-196.

2012

54. « La protection du secret par le Conseil constitutionnel », in *Le secret médical*, Actes XI^e colloque national d'Aix-en-Provence « droit, histoire, médecine », novembre 2011, Les études hospitalières, collection Les cahiers de droit de la santé du sud-est, n°15, 2012, pp. 33-50.

2013

55. « Le don de sang en droit français : une illustration des valeurs sociales de l'éthique médicale appliquée au don », Les cahiers de droit de la santé, n°16, 2013, pp. 23-38.

56. « Catastrophes sanitaires et libertés fondamentales », Actes du colloque *Les catastrophes sanitaires, modèle controversé et repensé de la gestion du risque*, Actes du XII^e colloque national d'Aix-en-Provence « droit, histoire, médecine », 15-16 novembre 2012, Bordeaux, Les études hospitalières, Les cahiers de droit de la santé, n°17, 2013, pp. 227-243.

57. « Liberté religieuse et patrimoine », Actes du colloque *Religions et société en Nouvelle-Calédonie et en Océanie* organisé par la Maison de la Mélanésie, sous la direction de Florence et Jean-Yves Faberon, Nouméa, 16 et 17 août 2013, Clermont-Ferrand, LGDJ, Centre Michel de l'Hospital, 2013, pp. 451-463.

2014

58. « La patrimonialisation du corps dans le Pacifique » communication présentée au colloque Etoile Pacifique 2013, session Patrimoines et Patrimonialisations, 3 et 4 octobre 2013, Paris, partiellement publiée in *Corps et patrimoine (préface)*, LEH, Les cahiers de droit de la santé, n°18, 2014, pp. 11-23.

2015

59. « La notion juridique de patrimoine naturel et culturel en Nouvelle-Calédonie », Actes du colloque *Le patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie*, Université de la Nouvelle-Calédonie, sous la direction de C. Castets-Renard et G. Nicolas, sept. 2012, L'Harmattan, collection Droit du patrimoine naturel et culturel, dir. M. Cornu et G. Fromageau, 2015, pp. 27-40.

60. « Patrimoine commun de l'humanité, entre héritage et responsabilité », Actes du colloque *Le patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie*, Université de la Nouvelle-Calédonie, sous la direction de C. Castets-Renard et G. Nicolas, sept. 2012, L'Harmattan, collection Droit du patrimoine naturel et culturel, dir. M. Cornu et G. Fromageau, 2015, pp. 96-116.

61. « Entre santé et environnement : la médecine traditionnelle à l'aide de la construction d'un nouveau lien juridique avec la terre, l'exemple kanak », Actes du colloque international bilingue "Le développement durable en Océanie : vers une nouvelle éthique" de l'AGORA SHS NC Réseau des Sciences Humaines et Sociales de Nouvelle-Calédonie, le Centre des Nouvelles Etudes sur le Pacifique et l'Institut de Recherche pour le Développement, Kohné, 24, 25, 26 avril 2013, 2015, pp. 402-414

62. « Le consentement aux soins en milieu carcéral », communication présentée au colloque *Santé et prison*, Ajaccio, 20 et 21 avril 2015, publié sous la direction de Geneviève Casile-Hugues, Bordeaux, Les études hospitalières, Les cahiers de droit de la santé, n°21, 2015, pp. 137-149

2016 63. « Le test de dépistage : questions médicale, éthique et juridique », Actes du colloque *Les conduites addictives en entreprises*, Centre de Droit Social, Aix-en-Provence, 21 novembre 2014, sous la direction de Joël Colonna et Virginie Renaux-Personnic, Aix-en-Provence, PUAM, Collection Droit social, 2016, pp. 123-131.

64. « La régulation de l'offre de soins », communication présentée au colloque *Etablissement de santé et moyens financiers : la satisfaction de l'intérêt général à la mesure de son coût*, Aix-en-Provence, 9 octobre 2015, publié sous la direction de Florence Faberon, Bordeaux, Les études hospitalières, Les cahiers de droit de la santé, n°22, 2016, pp. 129-142.

65. « L'émergence du droit à bénéficier de la recherche en matière de santé », communication présentée au colloque *Une nouvelle politique sociale du vieillissement : histoire et prospective d'un défi*, Aix-en-Provence, 20 novembre 2015, publié sous la direction de Dominique Viriot-Barrial, PUAM, collection du Centre de Droit social, 2016, pp. 121-137.

2017 66. « Droit des malades et interculturalité du soin : un renouveau des droits fondamentaux » communication présentée au colloque *Le droit de la santé en Nouvelle-Calédonie : de la médecine traditionnelle à la bioéthique*, Nouméa, 3-5 juillet 2014, Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie, 2017, pp. 29-42.

67. « Droit de la culture, droit à la culture et personnes en situation de handicap », communication présentée au colloque *Culture, Droit et handicap*, Ecole de Droit de Clermont-Ferrand, 10 avril 2015, publié sous la direction de Florence Faberon et Stéphanie Urdician, Aix-en-Provence, PUAM, 2017, pp. 117-129.

68. « De l'égalité des droits et des chances : du principe textuel aux difficultés d'application », communication présentée au colloque *La discrimination liée au handicap, à la santé et à l'âge*, Université Paris-Descartes, 31 mars 2016, publié sous la direction de Lydia Morlet-Haïdara, *Journal de Droit de la Santé et de l'Assurance Maladie*, n°16, 2017, pp. 29-36.

69. « Les répercussions de la santé connectée sur le droit des patients », communication présentée au colloque *La santé connectée et « son droit »*, AMU, 25 novembre 2016, publié sous la direction d'Estelle Brosset, Sophie Gambardella, Guylène Nicolas, PUAM, collection droit de la santé, 2017, pp. 173-189.

2018 70. « Secret et partage d'informations : les interactions entre le droit de la santé et le droit de l'aide et de l'action sociales », communication présentée au colloque *Le droit de l'aide et de l'action sociales à la croisée des chemins : dynamiques et perspectives*, Ecole de Droit de Clermont-Ferrand, 18 mai 2017, publié sous la direction de Florence Faberon, Cujas, Collection Actes & Études, 2018, pp. 111-122.

71. « La construction juridique de la politique sociale des aidants en droit français », communication présentée au colloque *La reconnaissance juridique des proches aidants en droit comparé franco-suisse*, organisé dans le cadre du projet de recherche ANR/FNS PROXIJURIS Faculté de droit et de science politique, AMU, 16 juin 2017, publié sous la direction d'Anaëlle Cappellari, PUAM, 2018, pp. 91-111.

72. « L'intérêt supérieur de l'enfant en droit de la santé », communication présentée au colloque *L'intérêt de l'enfant : mythe ou réalité*, organisé à Faculté de droit et de science politique, AMU, 4 décembre 2017, publié sous la direction d'Anne-Claire Réglie et Caroline Siffrein-Blanc, Institut Universitaire Varennes, Collection « Colloques et Essais », 2018, pp. 177-191.

2020

73. « La fraternité ou la recherche du socle de la cohésion sociale face aux avancées transhumanistes », communication présentée à la septième conférence de l'Association Européenne de Droit de la Santé, *Innovation & Healthcare, New Challenge for Europe*, Toulouse, 25-27 septembre 2019, *RGDM*, n°7, juin 2020, pp. 169-184.

74. « La protection de la santé par la déclaration universelle des droits de l'homme : droit d'hier devenu devoir de demain ? », communication présentée au colloque *De la déclaration universelle des droits de l'homme aux nouvelles demandes de protection juridique : entre permanence et renouvellement*, sous la direction de Laurent Sermet, Aix-en-Provence, 10 décembre 2018, *RRJ*, 2019-3, pp. 1293-1310.

75. « L'égalité d'accès aux soins ou la prise en charge sanitaire des personnes âgées dépendantes en période de pandémie », communication présentée aux débats en visioconférence de l'université, sous la direction de Florence Faberon, Université de Guyane, 27 avril 2020, *Société, cultures et politiques – Les cahiers des débats de l'université*, n°1, 2020, pp. 201-216.

2022

76. « L'incertitude réglementaire et juridique, l'instabilité du droit applicable au domaine de la santé », communication présentée aux 17^{ème} Assises Nationales Hospitalo-Universitaires, *Agir dans un monde d'incertitudes, un défi pour les CHU*, 9-10 décembre 2021, *Gestions Hospitalières*, n°614, mars 2022, pp. 100-103.

77. « Les enjeux sanitaires d'une agriculture durable face aux changements climatiques », communication présentée au colloque Agriculture et alimentation durables, *Enjeux et défis du changement climatique*, sous la direction de M.-L. Demeester et V. Mercier, 9 avril 2021, PUAM, Collection de l'Institut de Droit des Affaires, Tome IV, 2022, pp. 49-61.

2023

78. « Bébé-médicament ou bébé du double espoir : naître sans maladie héréditaire ou n'être utilisé qu'à des fins thérapeutiques ? » communication présenté le 6 septembre 2023 à l'Université de Montpellier, in F. Violla (dir.), *Naître ou ne pas naître*, Bordeaux, LEH éditions, 2023, pp. 227-237.

79. « Etat d'urgence sanitaire et droits fondamentaux : le rôle d'arbitre du Conseil constitutionnel », Communication présentée dans le cycle de conférence de l'Université de Guyane, 7 février 2023, *Société, cultures et politiques – Les cahiers des débats de l'université*, n°2, 2023, pp. 39-55.

80. « Problématiques de genre en droit de la santé : Réflexions sur l'incidence des violences sociales dans les rapports femme-homme sur la protection de la santé », communication présentée le 5 mai 2022 à la faculté de droit d'Aix-en-Provence, in G. Casile-Hugues (dir.), *Droit, violence et*

rapports femmes-hommes : approche pluridisciplinaire, publié sous la direction de, PUAM, 2023, pp. 199-215.

- 2024 81. « Les droits fondamentaux comme frontières de la médecine améliorative de l'humain : l'application du principe d'égalité » en collaboration avec Aurélie Mahalatchimy, communication présentée au colloque *Le transhumanisme à l'ère de la médecine « améliorative »*, Colloque international pluridisciplinaire France-Chine, sous la direction de B. Bévière-Boyer, A. Cayol, et W. Wei, à distance, 10 et 11 mai 2021, Mare et Marin, collection Chaire d'excellence CNRS Normandie pour la Paix, 2024, pp. 310-329.
82. « La santé alimentaire : une santé nutritionnelle soucieuse de la santé animale et de l'environnement », *Workshop One Health en droit international et européen*, sous la direction d'Eloïse Gennet et Habib Touré, Aix-en-Provence, 16 novembre 2023, à paraître
83. « Le refus de soins et la Constitution : le cas français », Septième Université d'automne de l'Institut Louis Favoreu, *La mort saisie par le droit constitutionnel*, sous la direction de Xavier Bioy et Xavier Magnon, Aix-en-Provence, 23 novembre 2023, à paraître

➤ *ACTES PUBLIÉS DE COLLOQUES SUR INVITATION À L'ÉTRANGER*

- 2009 84. « La qualité du système de santé : droit du consommateur ou devoir de l'utilisateur ? », in *Rôle de l'Etat et restructuration des systèmes de santé*, Actes du colloque international de l'Association Tunisienne de Droit de la Santé, novembre 2007, Tunis, Centre de Publication Universitaire, 2009, pp. 129-143.
- 2010 85. « Sept années d'application de la loi Kouchner : réflexion autour de l'expérience française », in *la responsabilité professionnelle in ambito sanitario*, Renato Balduzzi (dir.), Actes du colloque national de droit sanitaire et social, novembre 2009 à Alessandria, Bologne, Il mulino, 2010, pp. 471-501
- 2012 86. « La recherche du consensus social dans l'établissement des normes de bioéthique/Looking for social consensus when elaborating bioethical rules », Actes du colloque First International China-Asia-French-Europe Conference on Biolaw organisé par International Association Law Ethics and Science, Shanghai 12-13 novembre 2010, *JIB*, mars 2012, pp. 27-40.
- 2015 87. « Etudes comparées sur la législation relative aux médecines et à la pharmacopée traditionnelles chinoises dans les différents pays et régions : l'exemple de l'Océanie », Actes du colloque *Quel statut juridique pour la médecine et la pharmacopée traditionnelle chinoise ?* 16-17 décembre 2013, Hangzhou, Chine, Bordeaux, LEH, Les cahiers de droit de la santé n°20, 2015, pp. 315-336.
- 2016 88. « L'usage actuel des opiacés en France : de la lutte contre la douleur à la lutte contre la dépendance », Actes du colloque *L'influence du droit français au Vietnamien*, Faculté de Droit de l'Université Nationale de Hanoï, 12 mai 2016, Hanoï, ANH HUONG, Cua truyen thong phap luat phop toi phop huat viet nam, 2016, pp. 296-324.
- 2020 89. Actes du colloque *Les proches aidants en droit comparé franco-suisse*, organisé dans le cadre du projet de recherche ANR/FNS PROXIJURIS Faculté de droit de Neuchâtel, 1^{er} et 2 février 2018, publié sous la direction d'Anaëlle Cappellari, PUAM, 2020, 414 p.

90. « L'aide des proches comme élément de définition du handicap », Actes du colloque *Regards croisés sur le handicap et francophonie*, à l'Université de Saint-Boniface, Manitoba, Canada, 12-15 juin 2018, publié sous la direction de sous la direction de Florence Faberon, Maria Fernanda Arentsen et Léna Diamé Ndiaye, Presses universitaires Blaise Pascal, 2020, pp. 273-282.

2021

91. « The transcription of traditional therapeutic knowledge and the rights of indigenous peoples », Acte du colloque *Traditional medicine in the XXIst century*, VIII French-Japanese International Bioethics Conference, EHIME University, Matsuyama City, August 2-3, 2018, sous la direction de Christian Byk, *Journal international de bioéthique*, 2021, n°3, pp. 51-69.

2023

92. « Quelles stratégies publiques nationales et européennes responsables pour une natalité raisonnée dans le contexte de crises sanitaires, environnementales, socio-économiques ? », *La natalité comme enjeu stratégique de politique de santé publique*, 8ème rencontres franco-chinoise de la santé sous la direction de Bénédicte Bévière-Boyer et Xin Chen, 16 décembre 2022, *Droit, santé et société*, à paraître.

93. « Laïcité et service public : repenser l'application du principe à l'hôpital dans un contexte mouvant », Colloque Cohésion, sous la direction de Florence Faberon, 1^{er} novembre 2023, Faculté de Ribeiro Preto, Brésil, à paraître.

➤ CONFÉRENCES NON PUBLIÉES

- « Enfant né, droit à indemnisation en droit international et comparé », *Premières rencontres Internationales du Droit de la Bioéthique et de la Biomédecine*, organisé par l'Observatoire International du Droit de la Bioéthique et de la Biomédecine (OIDBB), Marseille, 16-19 septembre 2003.
- « La protection de l'embryon », *La culture et le droit*, Colloque anniversaire de la Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille et de la Faculté de Droit de l'Université de Tübingen, Tübingen, mai 2007.
- « Protection de la vie et dignité : comparaison entre le droit français et le droit anglo-saxon », *Bioéthique et dignité*, IV Conférence de la Société internationale de Bioéthique clinique, III séminaire Franco-Japonais de bioéthique, Aix-en-Provence, septembre 2007.
- « Encadrement juridique du don d'organe », conférence débat de la MGEN sur *Le don, acte citoyen*, Palais Neptune, Toulouse, le 20 octobre 2009.
- « La loi Léonetti, aspect juridique », Les rendez-vous de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, 11 octobre 2012.
- « Valeurs kanak et droit de la santé : L'enjeu éthique de l'articulation de la coutume et du droit », Colloque juridique organisé par le Sénat Coutumier de la Nouvelle-Calédonie, *Quelle construction juridique intégrant le droit coutumier et les droits autochtones en Nouvelle-Calédonie ?*, Nouméa, 4 et 5 avril 2014.
- « Public Health Governance in Pacific Island Countries », communication présentée au colloque du PIPSA (Pacific Islands Political Studies Associations 2014) *Political, Economic and Legal Governance in Pacific States and Territories*, Université de la Polynésie, Papeete, 3-5 juin 2014.
- « Culture et développement durable en Nouvelle-Calédonie : Quelles spécificités juridiques ? », Table ronde sur *La culture, la tradition et le patrimoine comme vecteur du développement*

territorial durable : l'éclairage néo-calédonien, organisée par l'IMPGT d'AMU dans le cadre des journées Les Arts Tissent l'Outre-Mer, Aix-en-Provence, 3 juillet 2015.

- « Droit des peuples autochtones, changement climatique et sécurité sanitaire », communication présentée dans le cadre du *Cycle de conférence du COP 21* à Nouméa, Université de la Nouvelle-Calédonie, 10 août 2015.
- « Protections de justice, directives anticipées : Que dit la nouvelle loi sur la fin de vie ? », Les régionales de la santé sur *Les maladies chroniques : un défi pour les soignants*, Palais des Congrès, Aix-en-Provence, 29 septembre 2015.
- « L'information du patient : le préjudice d'impréparation », Formation continue des avocats, Première rencontre du Droit de la santé : *Quel droit pour la santé ?*, Hôtel de Maliverny, Aix-en-Provence, 23 octobre 2015.
- « Lois sur la fin de vie : Quels changements prévisibles avec la loi Claeys-Leonetti ? », Les rendez-vous de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 4 novembre 2015.
- « La volonté de la personne âgée dans la pratique de soin : une éthique à parfaire », Neuvième journée des soignants en gériatrie du Pont du Gard, *De l'Éthique à la Bienveillance : en quoi l'institution favorise-t-elle l'expression de la personne ?*, Pont-du-Gard, 10 mars 2016.
- « De la bienveillance des soignés à la bienveillance des soignants », Troisième conférence du Master Gestion des établissements sanitaires et sociaux, *Dans quelle mesure la modernisation des droits des usagers contribue-t-elle à l'amélioration de la performance sociale ?*, IMPGT, Aix-en-Provence, 18 mai 2016.
- « La démocratie sanitaire dans la loi de santé : de l'expression du patient à sa responsabilisation », *La Loi de Santé : quels changements pour quelle modernisation ?*, Journée Professionnelle de l'Institut de Formation des Cadres de Santé, Aix-en-Provence, 16 juin 2016.
- « Une approche juridique des droits des usagers », 4ème Journée éthique du Centre Hospitalier de Mayotte, *Les droits des patients*, Hémicycle Younoussa Bamana, Mamoudzou, vendredi 21 octobre 2016.
- « Le clonage reproductif », conférence-débat organisée par *European Law Students' Association*, Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, mercredi 1^{er} février 2017.
- « Responsabilité juridique du cadre et de l'institution », Journée de l'encadrement du Centre Hospitalier de Mayotte, Hôtel Sakouli, Brandélé, Mayotte, lundi 13 février 2017.
- « Le début de la vie entre médecine et droit, Le statut de l'embryon en droit français », communication présentée aux Journées Franco-Japonaise, Faculté de médecine, AMU, *Bioéthique & Droits fondamentaux : Les droits de la procréation*, sous la direction de Thierry Renoux et François Violla, mercredi 8 mars 2017.
- « Quelle évolution des droits en EHPAD ? », Dixième journée des soignants en gériatrie du Pont du Gard, *La vie en EHPAD, Quelles évolutions depuis 10 ans ?*, Pont-du-Gard, 16 mars 2017.
- « Les principes de la laïcité en France » et « Analyse critique du kit de prévention de la radicalisation : le cadre juridique : », Journée d'information et de réflexion sur *Laïcité et le fait religieux à l'hôpital*, organisée par le Comité d'éthique du Centre Hospitalier Edouard Toulouse, Marseille, 16 mai 2017.
- « Le suicide, révélateur extrême de la nécessité de repenser l'intelligence collective au travail », Quatrième conférence du Master Gestion des établissements sanitaires et sociaux, *Intelligence collective et leadership*, IMPGT, Aix-en-Provence, 23 mai 2017.

- « Quand l'éthique éclaire l'application du droit : De la bientraitance des soignés à la bientraitance des soignants », *Éthique, déontologie et droits des usagers*, Journée Professionnelle de l'Institut de Formation des Cadres de Santé, Aix-en-Provence, 6 juin 2017.
- « Ethique et bientraitance : le respect du secret », information juridique auprès du personnel du Centre hospitalier d'Uzès, Uzès, 15 février 2018.
- « De l'incompréhension de la famille au dépôt de plainte : quels pièges à éviter ? Quelles actions à mettre en place dès l'entrée? », Onzième journée des soignants en gériatrie du Pont du Gard, *La vie en EHPAD, Comment entrer dans la dynamique de partenariat ?*, Pont-du-Gard, 22 mars 2018.
- « Les origines de la liberté de religion et du principe de la laïcité », *Religion et soins*, Journée Professionnelle de l'Institut de Formation des Cades de Santé, Aix-en-Provence, 19 juin 2018. « La contention et l'isolement aux urgences, lacunes juridiques potentielle », communication présentée au colloque *Urgences psychiatriques – Urgences juridiques et judiciaires*, 27^{ème} journées de l'Association Francophone pour l'Étude et la Recherche sur les Urgences Psychiatriques, Centre Hospitalier Montperrin, Aix-en-Provence, 18 octobre 2018.
- « Capables, incapables majeurs, recherche de consentement et marge d'autonomie dans la prise de décision », Douzième journée des soignants en gériatrie du Pont du Gard, *La vie en EHPAD, L'Autonomie en questions*, Pont-du-Gard, 21 mars 2019.
- « Actualité de la procréation : la procréation médicalement assistée, la gestation pour autrui, la notion de parentalité non genrée en Europe », Conférence internationale organisée par l'Union des avocats européens, Marseille, 22 Mars 2019.
- « Le modèle français de bioéthique », *Éthique, droit et santé : questions d'actualité*, Journée Professionnelle de l'Institut de Formation des Cades de Santé, Aix-en-Provence, 13 juin 2019.
- « Les données de santé et l'éthique », communication présentée au colloque *Regards croisés sur les données de santé*, sous la direction d'Arnaud Lami, Aix-en-Provence, 24 octobre 2019.
- « Le projet de loi de bioéthique », *Établissements et système de santé : quelles transformations !?*, Journée Professionnelle de l'Institut de Formation des Cades de Santé, Aix-en-Provence, 3 mars 2020.
- « Lecture juridique des récentes propositions de loi relatives à la fin de vie », *Journée du Groupe de Réflexion en Occitanie sur les Soins Palliatifs*, Centre hospitalier de Carcassonne, 18 novembre 2021.
- « Parcours de soins et partage de données entre professionnels de santé : Le cadre juridique du partage », *Droits des patients : de 2002 à demain !*, Journée Professionnelle de l'Institut de Formation des Cades de Santé, Aix-en-Provence, 12 mai 2022.
- « Le cadre législatif du partage des informations génétiques au sein de la parentèle », *Séminaire Génétique & Parenté*, organisé par le groupe de travail 3M (Maladies rares, Mutation, Méditerranée) dans le cadre des instituts SoMum et MarMara, Faculté de la Timone, 25 mai 2022.
- « Éthique en droit et en pratique de la fin de vie », *Se préparer et accompagner la fin de vie des personnes en situation de handicap en établissement*, Journée d'étude du CREAI Paca-Corse, Aix-en-Provence, 14 juin 2022.
- « Homosexualité et discrimination d'accès aux soins », *Quand l'homosexualité était une maladie*, Rentrée solennelle des masters de droit de la santé de la Faculté de droit et de science politique, sous la direction de A. LECA, Aix-en-Provence, 28 septembre 2022

- « Droit à la disposition de son corps et handicap(s) : l'illustration de la santé sexuelle et de la fin de vie », *Cycle de conférence Sociétés, cultures et politiques - Transmission, citoyenneté et engagement*, organisé par Florence FABERON, Université de Guyane, 10 février 2023
- « Le droit à la protection de la santé des femmes », *Cycle de conférence Sociétés, cultures et politiques - Transmission, citoyenneté et engagement*, organisé par Florence FABERON, Université de Guyane, 10 février 2023
- « Le droit d'accès à l'éducation et à la formation pour les personnes en situation de handicap », *Colloque Droit et handicap*, organisé par collectif *Illuminate to engage*, Faculté de Droit et de Science politique, Aix-en-Provence, 24 février 2023
- « Le cadre juridique des essais cliniques au prisme des vulnérabilités », avec la collaboration d'Eloïse GENNET, Professeure Junior, *Séminaire Essais cliniques*, organisé par le groupe de travail 3M (Maladies rares, Mutation, Méditerranée) dans le cadre des instituts SoMum et MarMara, Faculté Saint Charles, 13 avril 2023.
- « Problématiques de genre en droit de la santé », deuxièmes journées du GRD RESHAPE (Réseau d'étude de la santé humaine par des approches évolutives et historiques), Espace éthique méditerranéen, Marseille, 28 septembre 2023.
- « Players and places at the end of life, Non-discrimination, Palliative care », International Symposium (France / Germany), International Research Seminar, Villa La Stella, Florence, Italy, 4 -7 October 2023.
- « Handicap et sexualité », Cycle de conférence Sociétés, cultures et politiques - Transmission, citoyenneté et engagement, organisé par Florence FABERON, Université de Guyane, 25 octobre 2023
- « Les droits des patients au prisme des essais cliniques », *Séminaire Essais cliniques*, organisé par le groupe de travail 3M (Maladies rares, Mutation, Méditerranée) dans le cadre des instituts SoMum et MarMara, Faculté Saint Charles, 10 novembre 2023.

➤ **POSTERS**

- « Intelligence artificielle et transhumanisme : Quelle place pour les droits fondamentaux ? », Colloque Sciences du numérique et IA pour la santé, organisé par l'Institut Laënnec, Marseille, 25 et le 26 novembre 2021

➤ **DIFFUSION DE LA RECHERCHE**

- Participation aux états généraux de la maltraitance au sein de l'espace éthique méditerranéen, mai 2023
- « Rentrée scolaire : quelle prise en charge pour les élèves en situation de handicap ? », billet publié sur le blog *Le Club des Juristes*, 8 septembre 2023.
- « La santé mentale : du droit à la pratique », communication présentée avec la Docteure Elisabeth BALDO, psychiatre, *Semaine d'information sur la santé mentale*, Hôpital Montperrin, Amphithéâtre Valade, 17 octobre 2023.